

INDEPENDANCE DE L'EUROPE ET TECHNOLOGIES DE PUISSANCE

Pour devenir un acteur majeur de la politique internationale, l'UNION EUROPEENNE doit définir et affirmer une conception de la puissance qui lui soit propre.

Pour être crédible et être en mesure de peser sur les affaires du monde, l'EUROPE PUISSANCE doit se donner les moyens d'atteindre une maîtrise complète des technologies qui préserveront son indépendance économique, militaire et culturelle. La maîtrise de ces « technologies de puissance » implique un effort humain et financier considérable qui ne peut être engagé sans une mobilisation en profondeur de l'opinion européenne.

L'UNION PANEUROPEENNE de FRANCE se propose d'amorcer cette mobilisation.

Jean-Claude Empereur

Membre du bureau politique et trésorier de l'Union Pan-Européenne de France

<http://www.pan-europe.org/index2.html>

INDEPENDANCE DE L'EUROPE ET TECHNOLOGIES DE PUISSANCE

Le processus de mondialisation, au cœur des réflexions politiques et géopolitiques actuelles, est un phénomène très ancien dont l'apparente nouveauté tient au rôle crucial que jouent, dans sa dynamique, les technologies de pointe et plus particulièrement les technologies de l'information grâce à l'intensité et à la rapidité de leur développement dans tous les domaines. **Le monde d'aujourd'hui est devenu celui de la « grande vitesse », du « temps réel », du « juste à temps » de la « mobilisation infinie »¹, des idées, des hommes et des ressources.**

La conception irénique de ce phénomène, qui a prévalu jusqu'à maintenant, tend à s'estomper au profit d'une vision plus réaliste des choses. En effet, sans méconnaître les avantages qu'apporte la libération des échanges, il est évident qu'un processus qui tend à laisser près de 40 % des habitants de la planète sur le bord du chemin et met en contact immédiat et permanent des populations aux cultures, aux croyances et aux niveaux de développement très différents est nécessairement gros de conflits, de crises et de ruptures.

¹ Peter SLOTERDIJK, *La Mobilisation Infinie*, Christian BOURGOIS Editeur, 333p.

En ce sens, l'appel de J. CHIRAC, lors de la conférence de MONTERREY², en faveur d'une « mondialisation de la solidarité » vient fort à propos.

Le développement « fulgurant » (au sens propre du terme : « comme l'éclair ») des nouvelles technologies est le moteur d'un processus de mondialisation/globalisation en accélération continue. Ces technologies sont en même temps l'outil de maîtrise de leurs « emballements », mais aussi, en dernier ressort, celui de la résolution des conflits et des affrontements qu'elles provoquent.

Le développement de ces techniques, dont les interdépendances et les convergences sont chaque jour plus foisonnantes est donc une exigence vitale pour les Etats ou ensembles d'Etats qui souhaitent préserver leur indépendance dans un monde multipolaire, plus chaotique que jamais. Le contrôle de ces technologies à la fois militaires, « duales » ou purement « civiles », est l'un des enjeux essentiel des affrontements économiques, culturels, militaires à venir. Il est en particulier au cœur des relations, mais aussi des malentendus, entre l'EUROPE et les ETATS-UNIS.

La perception de l'importance de cet enjeu, jusqu'ici assez confuse, dans l'opinion, et sans doute aussi chez nombre de responsables politiques, est devenue, à la lumière des événements du 11 septembre 2001, beaucoup plus aiguë. Elle s'est « cristallisée ».

² Conférence de l'ONU sur le financement du développement (18 au 22 mars 2002 – MONTERREY, Mexique).

De ce point de vue, l'évolution de l'attitude des Européens vis-à-vis de la politique américaine depuis les attentats du 11 septembre 2001 est significative. Elle s'est traduite par une réaction commune de « réserve », provoquée par les allusions à l'existence d' «un axe du mal ». Elle s'explique, au moins autant, par la prise de conscience de l'importance et de la signification, de l'écart entre les capacités technologiques des américains par rapport à celle des européens, écart révélé à l'occasion de ce conflit, et leur conséquences « géopolitiques » que par une attitude purement « morale ».

Le conflit actuel agit comme le révélateur de ce déséquilibre technologique, de son aggravation continue, de l'imminence de son irréversibilité et de l'urgente nécessité d'enrayer le déclin.

Mais il faut aller plus loin. Au-delà de cette perception immédiate d'un déséquilibre, essentiellement militaire, émerge progressivement l'idée que celui-ci est le reflet d'un déséquilibre plus général, qui affecte non seulement les « affaires militaires » mais aussi, de proche en proche, l'ensemble de la société.

Il semble que l'UNION EUROPEENNE, en même temps qu'elle découvre une fracture qui s'élargit et s'approfondit sans cesse entre les deux rives de l'Atlantique, prenne peu à peu conscience de son manque de réflexion politique, voire géopolitique, sur le sujet, s'agissant, en particulier, de l'insuffisance des

efforts entrepris, de l'absence de coordination de ceux-ci, et surtout de l'inexistence de grands projets mobilisateurs. Ni le Parlement, ni la Commission ne semblent avoir réellement envisagé la question dans une perspective globale. Un certain nombre de programmes existent. Ils ne constituent pas une politique d'ensemble destinée à prendre en compte la dimension politique des interactions entre les technologies nouvelles, l'évolution de la société européenne et la place de celle-ci dans le monde. **Il est temps pour l'UNION EUROPEENNE de considérer que cette maîtrise de la technoscience est l'un des premiers impératifs de la construction européenne, son ciment le plus solide et la clef de l'indépendance.**

Or, cette indépendance ne peut être acquise sans un effort de recherche tant militaire que civil de très grande ampleur et la mise en œuvre d'une politique ambitieuse et extrêmement volontariste. C'est à ce prix seulement que l'on pourra parler de puissance européenne et plus précisément d'EUROPE-PUISSANCE.

I. UNE CONCEPTION EUROPEENNE DE LA PUISSANCE

Le concept d'EUROPE-PUISSANCE, bien que souvent évoqué, a rarement fait l'objet d'une réflexion critique approfondie.³

³*Il est toutefois parfaitement exprimé dans le discours prononcé par J. CHIRAC à STRASBOURG le 6 mars 2002.*

Cet effort d'élucidation est pourtant le préalable indispensable au consensus nécessaire à l'engagement des efforts humains, techniques et financiers qui seront demandés aux EUROPEENS pour lui donner corps.

Or, une première difficulté surgit immédiatement. En effet, le concept, affiché sans complexe hors d'EUROPE, suscite encore de fortes réticences sur le Vieux Continent. Américains, Russes, Chinois, Indiens, etc... l'utilisent en permanence tandis que les Européens semblent en avoir peur. Il est même très souvent considéré comme l'expression d'une frustration fruit d'une grandeur révolue.

Il est vrai que l'EUROPE rassemble des nations que les conflits de puissance ont épuisées. Il est certain également que la construction européenne a été conçue, dès son origine, pour limiter les effets de puissance en particulier entre la FRANCE et l'ALLEMAGNE.

Pourtant, l'évolution du monde aujourd'hui la conduit inexorablement à se libérer de cette « conscience malheureuse ».⁴

⁴ *Le poids de celle-ci se traduit de manière sémantique dans le discours politique actuel. Il est en effet frappant de voir que l'on cherche souvent à affadir le terme de puissance ou à en atténuer la portée.*

C'est ainsi que lors du référendum sur le traité de MAASTRICHT, on présentait l'EUROPE comme « première puissance commerciale du monde », expression qui malgré les apparences est une contradiction dans les termes. Nous savons bien en effet que si le commerce et l'échange concourent à la puissance, ils n'en sont qu'une résultante. La véritable puissance exprime un souci d'autonomie, de non-dépendance, d'identité et s'exprime par une volonté affirmée en matière de défense, de recherche, d'industrie, de rayonnement culturel.

Il en va de même aujourd'hui dans la substitution de l'idée d'EUROPE « puissante » à celle d'EUROPE PUISSANCE que l'on trouve dans certains discours ou documents. Dans le premier cas, on fait confiance au « laissez faire » en énonçant une évidence. (La moindre des choses en effet pour une collectivité de plus de 400.000.000 d'individus est d'être « puissante », mais passivement puissante !) Dans le second cas, on affiche une volonté, un projet, le désir d'influer sur la marche du monde. Il s'agit alors de tout autre chose...

La puissance est nécessaire à l'EUROPE pour au moins trois raisons :

- maintenir, face à « l'unilatéralisme » américain une position de partenaire crédible et exigeant et non « d'allié aveugle »,⁵ encore moins de satellite, voire dans le domaine qui nous préoccupe de sous-traitant docile ;
- s'assurer, dans un monde multipolaire, plus incertain et plus instable que l'ordre bipolaire qui a régi les relations internationales pendant cinquante ans, une position de « global player » lui permettant d'assurer pleinement sa défense, par ses seuls moyens, en cas de nécessité.
- donner du « sens » à la construction européenne en proposant un concept de puissance, à la fois généreux et non hégémonique orienté vers la recherche de solutions aux problèmes de la planète conforme à son identité, son histoire et à ses aspirations collectives.

Cette volonté de privilégier le concept de « puissance généreuse » c'est-à-dire de puissance qui ne se « pense pas en tant que telle » n'est pas une simple formule de circonstance. Elle ne résulte pas d'une transposition dans le champ des relations internationales, par dépit ou résignation, de la fable du Renard et des Raisins « *ils sont trop verts* », mais bien au contraire du désir d'inventer de

⁵ Discours de STRASBOURG précité

nouveaux modes de relation et de résolution des conflits ne faisant pas appel aux réflexes hégémoniques habituels.

Cette « refondation » du concept de puissance s'impose d'autant plus que depuis 1989 se dessine un système de relations politiques internationales radicalement nouveau caractérisé par la multiplication, à côté des Etats, de pouvoirs « privés », en tous cas non étatiques, légaux ou illégaux, d'un nouveau type, parce que « détériorialisés » : multinationales, institutions financières, ONG, réseaux criminels ou terroristes, armées privées, etc... Les règles du jeu de ces nouveaux « réseaux de puissance » sont encore loin d'être établies.

La justification de la puissance européenne, ce n'est pas la « volonté » (au sens de volonté de puissance) mais tout simplement la « nécessité ». Tôt ou tard, les Européens se rendront compte qu'ils n'ont plus le choix. Dans cet appel à l'EUROPE PUISSANCE, la France n'est pas nostalgique, elle est pionnière et réaliste.

Mais, de même que les pays neutres tels que la SUEDE, ou la SUISSE, la FINLANDE d'une certaine manière, ont le plus souvent été des nations solidement armées et défendues, décourageant ainsi les invasions, de même l'UNION EUROPEENNE ne peut rendre crédible son concept de « puissance généreuse » sans se doter d'une défense commune, soutenue par un effort de

recherche et le déploiement de « technologies de puissance » à la mesure de cette ambition.

II. TECHNOLOGIES DE PUISSANCE ET INDEPENDANCE EUROPEENNE

La conception moderne de la puissance s'analyse comme un phénomène global dont la technologie sous toutes ses formes est devenue l'élément central.

A. Globalité de la puissance

La puissance est un phénomène global. La culture, l'économie, le modèle de société, le genre de vie, la capacité d'intervention militaire y ont tous leur part. Or, cette globalité contient en elle-même un risque d'hégémonie. Les problèmes posés par les relations entre l'hyperpuissance américaine et ses alliés européens, en témoignent. Or l'EUROPE, compte tenu de son passé, à la différence des ETATS-UNIS, ne peut s'accepter elle-même comme « puissance » et se faire admettre par le reste du monde comme telle qu'en s'en dotant de tous les attributs, en particulier de défense et de sécurité, tout en renonçant explicitement aux ambitions hégémoniques. Elle ne peut être qu'une puissance

« contenue »⁶. Elle est la seule puissance existante ou potentielle à se trouver dans cette situation.

La gestion de cette contradiction est d'autant plus délicate que cette puissance à la fois « contenue » et « rayonnante », repose plus que jamais sur la recherche systématique de l'excellence et de l'efficacité dans tous les domaines : compétitivité économique, défense, culture, modèle de société, etc....

B. La technologie au cœur de la puissance

Or, plus que dans le passé, chacune des composantes de la puissance possède une dimension technologique déterminante. Chacune de ces technologies est un maillon qui concourt à l'expression de la puissance. L'absence de l'un des ces maillons, fragilise l'ensemble de la chaîne.

Ces technologies sont présentes dans tous les domaines : des nanosciences à l'espace, de la recherche du renseignement à la culture, de l'agro-alimentaire à la défense... Chacun de ces domaines recouvre une forme particulière de pouvoir.⁷

C'est pourquoi l'indépendance appelle la maîtrise de la totalité du spectre technologique. Or, dans la plupart des domaines, pour des raisons de « masse

⁶ Peut-être même que l'expression la plus juste serait celle de « puissance neutre ».

⁷ Dans cette perspective, le quasi monopole détenu par les Américains dans la fabrication des aliments pour animaux est aussi stratégique que le déploiement d'ECHELON, la maîtrise des nanotechnologies ou le contrôle des grandes industries médiatiques cinématographiques en particulier. Chacun de ces secteurs repose sur des technologies de plus en plus sophistiquées et de

critique », cette maîtrise ne peut être assurée au minimum qu'au niveau européen. Dans ces conditions, il est de plus en plus évident que les stratégies de développement technologiques, de la recherche fondamentale à l'innovation, doivent être placées au cœur du projet européen. Elles en constituent même le vecteur principal. **Elles devraient être aussi la voie privilégiée de mobilisation des intelligences et des enthousiasmes des nouvelles générations. En leur rendant l'espoir de s'intéresser à de grandes choses, elles contribueront à donner à celles-ci foi en l'EUROPE en les dissuadant de fuir un Vieux Continent à court d'ambition et sans grands desseins collectifs.**

C. Les « technologies de puissance »

Les technologies imprègnent le tissu social dans ses profondeurs. Il en a toujours été ainsi.⁸

Mais si toutes sont importantes, certaines le sont plus que d'autres, parce qu'elles possèdent une dimension « politique », voire « géopolitique ». On propose de les qualifier de « technologies de puissance ».⁹

plus en plus « intégratrices » et appelle la disposition de moyens financiers considérables et l'existence de marchés en extension continue pour préserver la rentabilité du capital.

⁸ *La preuve en est que les grandes phases de la préhistoire se caractérisent par leurs technologies : âge de la pierre, du fer, du bronze, etc..., notre âge sera peut-être celui du silicium... ou des protéines...*

⁹ *Si le « souverainisme » ne brouillait pas le débat politique aujourd'hui, le concept de « technologie de souveraineté » serait plus riche et probablement plus novateur. Il présuppose toutefois qu'une réflexion sur la souveraineté européenne soit entreprise.*

Leur développement, parce qu'il permet l'exercice de multiples pouvoirs : économique, culturel, militaire dans l'espace comme dans le temps, est au cœur du système des relations internationales. Il commande la position respective des nations, ou des ensembles continentaux, les uns par rapport aux autres, et détermine leur situation de « dominés » ou de « dominants ».

L'importance politique de ces technologies n'est plus à démontrer, cela est éclatant pour les ETATS-UNIS, véritable « empire technologique »¹⁰. Cela le fut

aussi en son temps avec la FRANCE du Général de GAULLE, dont on s'aperçoit, avec le recul, que l'élan technologique que celui-ci a su donner à notre pays, notamment dans le nucléaire, l'aérospatial et la défense, fut au cœur du redressement national. Hélas, cet effort s'est considérablement ralenti depuis trente ans.¹¹

L'absence de nos jours de ces grands projets mobilisateurs et la focalisation des gouvernants sur les seuls « problèmes de société » sont

¹⁰ Certains observateurs, américains notamment, estiment que l'on est confronté à une stratégie d'extension continue de « nouveaux domaines impériaux ». Cette extension ayant pour but d'accentuer la puissance américaine et de ne concéder aux autres, à l'EUROPE en particulier, que le rôle de « sous-traitants périphériques ». Certains de nos voisins européens semblent d'ailleurs prêts à se satisfaire de cette situation.

¹¹ Il est intéressant de noter à cet égard que, ce qui subsiste encore de la puissance technologique de l'EUROPE est dû à la poursuite de cet effort initial, en particulier dans le domaine aérospatial. Inversement, lorsque la FRANCE, par manque de vision et insuffisance de volonté politique, a interrompu son propre effort, l'EUROPE n'a pas été en mesure de prendre le relais. Il en fut ainsi, par exemple, avec l'arrêt, au début des années 70, du « Plan Calcul ». Si celui-ci n'avait pas été abandonné unilatéralement par la FRANCE, UNIDATA (du nom de l'entreprise créée à cette époque avec THOMSON, SIEMENS et PHILIPS) serait sans doute, pour les technologies de l'information, l'équivalent d'AIRBUS ou d'ARIANE. Le gouffre technologique qui sépare actuellement l'EUROPE et les ETATS-UNIS n'existerait sans doute pas.

dans une large mesure à l'origine du « désenchantement » de l'opinion et de la crise de légitimité politique qui l'accompagne.

D. Un faisceau de technologies de plus en plus interdépendantes et convergentes

Pour la clarté du raisonnement, on peut distinguer, parmi ces « technologies de puissance », deux générations.

Bien entendu ces deux générations se superposent en permanence. Schématiquement, la première génération repose, pour l'essentiel sur le nucléaire, l'aérospatial et l'informatique. Elle prend son essor à partir de la deuxième guerre mondiale. L'EUROPE joue encore un rôle important dans ce secteur.

La seconde qui se développe de nos jours vient ajouter aux technologies précédentes : le génie génétique, les nouvelles technologies de l'information, la robotique, l'intelligence artificielle, les nanotechnologies et dans un avenir très proche la protéomique. Loin de rester distinctes, ces technologies sont appelées à converger toujours plus étroitement. Cette tendance à la convergence donne à la révolution technologique, en cours, toute sa vigueur et entraîne pour la société des conséquences considérables. Or, pour ce qui concerne cette dernière génération, l'EUROPE est en train de « décrocher ». Ce « décrochage » devient de

plus en plus préoccupant, il touche tous les domaines, génie génétique, robotique, nanotechnologie, intelligence artificielle. Il est pour le moment particulièrement préoccupant dans le domaine des nouvelles technologies de l'information.

E. La place particulière des Nouvelles Technologies de l'Information (NTIC)

Au cœur de cet ensemble, une place particulière doit être accordée aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, tant leur rôle est déterminant dans l'organisation des sociétés et la conduite des relations internationales.

Ces technologies constituent l'épine dorsale d'une « globalisation » qui se traduit avant tout par l'accélération des échanges d'informations, l'amplification et la diversification de leurs flux. Ceux qui les conçoivent, les exploitent, contrôlent les réseaux qui les acheminent, dominent le processus de la mondialisation à leur profit, d'un mouvement inexorable. Prenons à titre d'exemple, le problème qui se posera tôt ou tard de la régulation et du contrôle des flux financiers internationaux. (La taxe TOBIN, même si elle n'est pas adaptée, a eu le mérite de faire prendre conscience du problème). Le système de régulation et de contrôle s'appuiera sur un réseau de transfert et de traitement d'information planétaire. Inutile de dire que celui qui contrôlera le « hard » et le « soft » de ce réseau ne sera pas loin de contrôler la planète.

C'est ainsi que les technologies de l'information permettent au concept de « réseau », pourtant très ancien, de prendre toute sa force, devenant ainsi la base de l'organisation sociale et, de proche en proche, du système international tout entier. En combinant centralisation et décentralisation, intégration et communautarisme, hiérarchie et anarchie, verticalité et horizontalité, global et local, et surtout territoire et technologie, cette nouvelle philosophie d'organisation, rendue possible et efficace grâce aux NTIC, bouleverse de plus en plus nos conceptions des rapports sociaux, de l'organisation de la société et des rapports entre les pouvoirs. Ce bouleversement conceptuel est insuffisamment pris en considération dans les débats qui animent la construction européenne et tout particulièrement celui qui concerne l'évolution des institutions et les rapports entre les différents niveaux de décision. Il faut espérer que la

« Convention » sur l'avenir de l'EUROPE prêter une grande attention à ce phénomène. On ne peut parler aujourd'hui de subsidiarité, de décentralisation, de « déficit » démocratique sans prendre en compte les interfaces technologiques de ces différents concepts. Si le modèle institutionnel européen, comme chacun semble en être convaincu aujourd'hui, ne peut être que « sui generis », ce modèle spécifique, et donc sans référence, devra largement prendre en compte une utilisation massive de ces technologies de réseau pour être viable et emporter l'adhésion des citoyens européens.

Concept « flou » prenant son appui sur une technologie « de pointe », le concept de réseau se situera de plus en plus au cœur des réflexions sur l'exercice de la

« puissance ». Tiendront leur rang et préserveront leur indépendance ceux qui maîtriseront le mieux cette « combinatoire » technologique et politique. Contrairement à l'image convenue, le monde n'est pas devenu un « village » global, il est devenu un réseau de réseaux en compétition permanente.

Les NTIC modèleront profondément la société de demain. On connaît le rôle que la télévision qui fut historiquement la première de ces technologies de l'information de masse joua au cours des cinquante dernières années. Ce qui se prépare est d'une toute autre ampleur et les bouleversements des comportements sociaux et politiques seront à la mesure des capacités de ces techniques à la croissance exponentielle. Il n'est de constater le foisonnement de nouveaux concepts, la plupart d'origine anglo-saxonne, tels que « knowledge society, e-

business, e-learning, e-gouvernance, information dominance, infosphere, information warfare, guerre cognitive, netwar, etc... », pour s'en convaincre.

Or, ces concepts se transforment peu à peu en produits conçus et développés par des entités industrielles et financières à la puissance quasi étatique prenant appui sur des groupes extraordinairement concentrés, dont les stratégies ne sont même plus multi ou transnationales puisque les notions de frontières n'ont plus de sens à leurs yeux, mais tout simplement « planétaires » : Microsoft, CISCO, AOL-TIME WARNER, etc... ne sont que quelques unes parmi tant d'autres de ces illustrations. C'est ainsi qu'au-delà du « technological gap » se profile un « conceptual gap » encore plus décisif pour l'avenir des sociétés et la préservation

de leur indépendance militaire, économique et culturelle. Les Européens doivent comprendre que leur diversité culturelle, leur modèle de société est un élément de leur puissance et que le « décrochage » technologique entraîne nécessairement soumission et abandon identitaires. **Le « hard » et le « soft power » sont en effet intimement liés. Or la maîtrise du « soft », c'est-à-dire du projet de société, implique la maîtrise du « hard ».** Il est urgent que les Européens s'ils refusent de rester face à eux-mêmes « dans une interrogation morose sur les causes de leur déclin et de leur situation de dominés » en soient rapidement et intimement convaincus.¹²

III. TECHNOLOGIES DE PUISSANCE ET GEOPOLITIQUE

S'ils ne veulent pas rester, au mieux, des « alliés aveugles », ou, au pire, des satellites, les européens doivent réagir et préserver, face à l'hyperpuissance américaine, leur indépendance technologique.

A. Les Etats-Unis et la technologie de l'hyperpuissance

Le récent rapport de l'Observatoire des Sciences et des Techniques¹³ à la suite d'autres documents, met en évidence l'aggravation continue et accélérée de l'écart

¹² V. GISCARD D'ESTAING, *Discours d'ouverture de la Convention sur l'avenir de l'EUROPE*, 28 février 2002

¹³ *Sciences et Technologies, indicateur 2002- Editions Economica 2002*

conceptuel et financier entre l'effort de recherche entrepris aux ETATS-UNIS et celui développé en EUROPE.

La réduction du « technology gap. » est devenu pour l'EUROPE un enjeu majeur dans la compétition avec les ETATS-UNIS, mais la prise de conscience de ce problème reste fragile et incertaine.

En particulier, la stratégie de « maintien contrôlé » de cet écart, comme élément de la politique américaine de « dominance » n'est pas convenablement mesurée de ce côté-ci de l'Atlantique.

On se bornera sur ce point à quelques remarques générales.

- Les Américains considèrent que la politique scientifique et technologique est un élément essentiel de leur stratégie de leadership et, qu'il est dans ces conditions vital pour eux de conserver dans tous les domaines, une avance significative, tant sur le plan militaire,¹⁴ qu'économique et culturel.

¹⁴ *Sur le plan militaire, l'importance de l'écart technologique entre les Etats-Unis et l'EUROPE et l'accélération du processus de « décrochage » se mesurent aisément lorsque l'on étudie sur une période de dix ans depuis la Guerre du Golfe l'évolution des systèmes d'arme. Au cours de celle-ci, par exemple, il s'écoulait parfois plusieurs jours avant l'identification d'un objectif et la frappe de celui-ci. En AFGHANISTAN, il ne s'écoule souvent que quelques minutes. De même l'utilisation systématique de « drones » dirigés vers n'importe quel point du globe à plusieurs milliers de kilomètres depuis la base de TEMPA (Floride) fait franchir une nouvelle étape dans l'art de la guerre.*

Lorsque l'on sait que la plupart des technologies militaires sont « duales », c'est-à-dire que leur transfert dans le domaine civil peut s'effectuer rapidement, on mesure à quel point les interactions entre l'effort de défense et la satisfaction des besoins de la société sont permanents.

On peut le regretter, mais force est de constater qu'il en est ainsi. Il n'est donc pas étonnant que l'EUROPE, ne consacrant à peine que le quart de ce que les Américains affectent à la recherche militaire, ne dispose que d'une très faible capacité d'exploiter « civilement » les retombées de ces recherches.

Dans cette ambiance de « morosité technologique » apparaissent parfois des lueurs d'espoir et une volonté de sursaut, la récente décision prise par l'EUROPE de mettre en œuvre le système de

Dans cet esprit, l'ensemble des moyens dont dispose le Gouvernement Fédéral, notamment à l'étranger, est mobilisé en permanence ;

- Malgré un discours très « libéral », les ETATS-UNIS n'hésitent pas à engager des crédits publics considérables et à planifier leurs interventions, tant au niveau fédéral qu'à celui des Etats. A titre d'exemple, le récent plan en faveur des nanotechnologies est particulièrement significatif. Il prévoit en effet la formation de 1.000.0000 de spécialistes au cours des 10 prochaines années.... ;
- Le rôle du Département de la Défense et de l'ensemble de ses satellites est essentiel dans le développement de la recherche et de l'innovation.
- Plus que jamais les « Grands Projets » tels que le National Missile Defense (NMD) ou le projet de conquête de MARS,¹⁵ sont un moyen de mobiliser les énergies dans tous les domaines et à partir d'une impulsion publique et de favoriser l'éclosion d'entreprises innovantes capables d'un développement mondial très rapide.

géopositionnement par satellite GALILEO en est un. Ceci montre que, peut-être, tout n'est pas perdu... Les événements du 11 septembre 2001 y sont sans doute pour quelque chose.

¹⁵ *Rappelons-nous le rôle joué par la conquête de la LUNE sous la présidence KENNEDY à la fois pour mobiliser l'opinion et réaliser les avancées technologiques nécessaires à la défense et au rayonnement des ETATS-UNIS.*

- Le développement de la Silicon Valley et de bien d'autres sites moins connus ne se comprend pas sans cette gigantesque mobilisation, initiée et dirigée par les pouvoirs publics. Bien plus, ce développement qui fait de ce lieu emblématique de la puissance américaine le site le plus avancé au monde en matière de technologie de l'information, ne peut se poursuivre et accélérer son rythme qu'en recrutant chaque année des milliers d'ingénieurs ou de chercheurs venant d'INDE, de CHINE, de COREE, d'ISRAEL, de RUSSIE ou d'EUROPE pour répondre à des besoins que les ETATS-UNIS ne peuvent plus satisfaire par eux-mêmes. Le reste de la planète contribue ainsi à renforcer le potentiel scientifique et technologique américain et accessoirement à aménager son territoire...

- Une attention particulière doit être apportée à INTERNET qui, bien que présenté comme un réseau, à la disposition de tous, et parfaitement décentralisé, repose de plus en plus sur une infrastructure à la fois technologique et financière dont les principaux « nœuds » sont situés sur le territoire américain. On a souvent affirmé qu'INTERNET marquait la fin de la géographie. En réalité, INTERNET redessine une géographie, on pourrait dire une « infogéographie », dont la circonférence est partout et le centre outre Atlantique... Si l'on ajoute à cette singularité les missions assignées à des organisations telles que ECHELON ou la National Security Agency (NSA), on mesure le rôle que joue ce réseau dans une

stratégie « unilatéraliste » très claire et, reconnaissons-le, du point de vue américain, parfaitement légitime.¹⁶

- Ce développement technologique s'appuie sur des sociétés aux méthodes d'organisation et de conquête des marchés très novatrices, relayées par de puissants réseaux financiers.
- L'expansion très rapide des outils d'enseignement et de formation « en ligne » (e-learning) est aussi un élément décisif de la stratégie de conquête par INTERNET des marchés et des esprits. A cet égard, la décision prise par le MIT de mettre en ligne au cours des prochaines années l'ensemble

de ses enseignements est d'une importance capitale en installant ainsi un des éléments les plus prestigieux du monde universitaire américain au cœur de la « société du savoir » internationale.

- Il faut ajouter à ces différentes orientations la capacité exceptionnelle des Américains, grâce à des fondations, des universités ou des instituts de recherche les plus divers, tantôt publics, tantôt privés, souvent « non-profit », d'explorer en permanence le futur à moyen et long terme, en intégrant en permanence veille technologique et réflexion sur l'évolution de la société. Aux ETATS-UNIS, le « hard » (technologique) et le « soft »

¹⁶ Il faut ici faire litière de l'argument selon lequel toute recherche de l'indépendance et tout particulièrement, d'indépendance technologique relève d'un sentiment européen de frustration et participe à l'expansion d'un « anti américanisme primaire ». La stratégie américaine est parfaitement légitime et sans doute conforme aux intérêts des Etats-Unis, c'est la démission européenne qui ne l'est pas. Il est bien évident que les Etats-Unis sont notre premier partenaire et sans doute l'un des peuples dont nous sommes le plus proche et que chaque fois que la solidarité entre les uns et les autres est justifiée elle doit s'exprimer sans la moindre ambiguïté.

(sociétal) sont toujours intimement liés. Ceci est sans aucun doute une des caractéristiques essentielles de leur conception de la puissance globale (global power).

Dans tous ces domaines, la conception américaine de la puissance se résume de plus en plus en « prises de gage » technologiques, successives où la vitesse joue un rôle fondamental. C'est le premier arrivé qui gagne, le second ne peut plus le rattraper. Il s'agit donc d'un problème d'anticipation de volonté et de vitalité.

Ces quelques remarques ont pour but de souligner la globalité de la stratégie américaine en matière de « technologies de puissance » et de mettre ainsi en évidence combien nous sommes très loin du compte de ce côté de l'Atlantique, où l'on ne possède jusqu'à maintenant aucune approche d'ensemble, et surtout aucune vision politique du problème. Il n'est pas contestable que l'EUROPE n'a

pas su se donner les moyens d'atteindre ce niveau de perception intégrée de son devenir, incluant dans un même dessein prospectif : économie, culture, défense et sécurité.

B. Essor technologique en ASIE ORIENTALE

S'il est évidemment naturel de focaliser la réflexion sur le déséquilibre des rapports EUROPE/ ETATS-UNIS, car c'est le point essentiel, au aurait tort de ne pas regarder ce qui se passe dans d'autres parties du monde.

En effet, de l'autre côté du Pacifique, s'édifie petit à petit un univers technologique loin d'être négligeable, s'appuyant sur un réseau de plus en plus dense de relations bilatérales et de répartition des rôles, et de projets communs entre Etats, avec au cœur du dispositif le rôle de plus en plus important de la diaspora chinoise.

Malgré ses difficultés, ses problèmes, l'ASIE orientale constitue aujourd'hui le théâtre d'un essor technologique significatif dont la dimension stratégique et géopolitique est évidente et à terme en mesure de peser sur l'équilibre des forces.

C. Une politique européenne d'indépendance technologique

Le Produit Industriel Brut de l'EUROPE est à peu près équivalent à celui des ETATS-UNIS, la faiblesse de son effort en matière de recherche et de technologie ne s'explique donc pas par l'insuffisance de la richesse collective.

Elle ne s'explique pas non plus par un retard culturel et intellectuel quelconque, au moins pour le moment.

Force est donc de considérer que le « décrochage » de l'EUROPE par rapport aux ETATS-UNIS tient à d'autres causes, sans doute plus profondes et plus préoccupantes.

Son origine est double :

- la très faible prise de conscience d'une opinion publique mal informée ;
- une volonté politique insuffisante.

Pourtant, les atouts sont considérables et les réussites, en particulier dans le nucléaire et l'aérospatial éclatantes. Mais rien ne pourra être entrepris si l'opinion et la société civile ne sont pas politiquement mobilisées.

On s'interroge souvent sur l'existence d'une véritable « opinion européenne ». Le thème de l'EUROPE-PUISSANCE et de l'effort de recherche et de développement technologique qui lui est nécessairement associé est une occasion de la faire naître. Car c'est seulement dans ces conditions que la définition et la mise en œuvre d'une politique européenne d'indépendance scientifique et technologique peuvent être envisagées.

Celle-ci est aujourd'hui à peine tracée.

Cette politique devrait satisfaire en priorité trois exigences majeures :

- Retrouver la parité avec les ETATS-UNIS dans les cinq ou dix années qui viennent et définir le cheminement pour y arriver ;

- Prendre l'initiative d'un mouvement en faveur de la préservation de « biens publics mondiaux »¹⁷ soutien des peuples les plus démunis, biodiversité, accès à l'eau, qualité de l'air, systèmes de lutte contre le terrorisme et la drogue... Dans tous ces domaines en effet, le volet technologique est très important et le positionnement de l'EUROPE sur ces axes en terme d'indépendance et de rayonnement en est essentiel.
- Lancer quelques grands projets collectifs mobilisateurs dans des domaines tels que l'espace, la mer et l'exploitation des océans, l'environnement, le génie génétique, la robotique, l'intelligence artificielle, les nanotechnologies, etc...

La politique de défense commune qui sera, n'en doutons pas, le grand chantier des années à venir, devrait en être l'un des principaux moteurs.

Une prise de conscience générale de l'importance stratégique des technologies de puissance comme épine dorsale de la construction européenne, sera la pierre de touche de la volonté de l'UNION d'assurer son indépendance et donc d'exister par elle-même.

Il ne lui reste que peu de temps pour en tirer toutes les conséquences. En effet, le seuil d'irréversibilité pourrait être bientôt atteint.

¹⁷ Ce concept a été défini en 1999 dans le cadre du PNUD, il a donné lieu à l'organisation par la FRANCE d'un séminaire lors de la conférence de MONTERREY de mars 2002

Il serait paradoxal que, demain, dans un monde multipolaire, où se mesureront les uns par rapport aux autres, ETATS-UNIS, CHINE, INDE et JAPON, souhaitons-le pacifiquement, l'EUROPE soit le seul ensemble continental, qui ne dispose de tous les attributs de l'indépendance.

IV. PRINCIPAUX THEMES A ABORDER

L'esprit dans lequel PANEUROPE FRANCE doit concevoir le colloque sur les technologies de puissance, l'indépendance et le rayonnement de l'EUROPE doit être résolument politique et géopolitique. Il ne s'agit pas en effet d'organiser un nouveau colloque sur la recherche européenne.

De cette orientation découle le choix des thèmes, celui des intervenants, ainsi que celui des participants.

Compte tenu de ce qui a été évoqué précédemment, le fil conducteur du colloque serait le suivant :

- la maîtrise de la totalité du spectre des technologies de puissance est nécessaire à l'indépendance de l'EUROPE,

- cette maîtrise implique une sensibilisation de l'opinion et la formation d'un consensus à partir duquel peut s'élaborer une politique globale et ambitieuse.

La réflexion collective pourrait s'articuler autour de cinq grands thèmes :

**A UNE INDEPENDANCE A CONQUERIR, UNE PUISSANCE A
 CONSTRUIRE**

B. QUELLES TECHNOLOGIES POUR QUELLE PUISSANCE ?

**C. L'EUROPE FACE AUX ETATS-UNIS : DU DECALAGE AU
 DECROCHAGE**

**D. QUELS GRANDS PROJETS MOBILISATEURS POUR LE XXI^e
 SIECLE ?**

**E VOIES ET MOYENS D'UNE POLITIQUE EUROPEENNE
 D'INDEPENDANCE**

L'objectif final devrait être de placer PANEUROPE FRANCE à l'origine d'un mouvement de sensibilisation de l'opinion. Ce mouvement devrait être ensuite relayé et amplifié au niveau de la Commission et du Parlement Européens et peut-être déboucher sur la mise en place d'une structure de réflexion comparable à celle de la Convention sur l'avenir de l'EUROPE.